

Postes d'administrateurs de l'État au **ministère des Armées**

Fiche de poste

MINISTÈRE DES ARMÉES Direction des affaires financières Service des synthèses et du pilotage budgétaire

1 – POSTE OFFERT

a) Bureau programmation budgétaire (SPB2)

b) Adjoint au chef de bureau (F/H)

c) Localisation du poste : 60, boulevard du général Martial Valin - 75515 Paris

2 – DESCRIPTION DE L'EMPLOI PROPOSÉ

a) Attributions de la direction des affaires financières (DAF)

La direction des affaires financières (DAF) est chargée, en liaison avec les États-majors, directions et services intéressés, de centraliser, pour l'ensemble du ministère, toutes les questions économiques, financières, budgétaires, comptables, fiscales et statistiques ; elle assure leur instruction et leur traitement avec les ministères intéressés. La direction prépare le budget et en suit l'exécution et assure la cohérence du système d'information financière ministériel.

Elle participe à l'élaboration et à l'exécution de la planification et de la programmation, notamment de la programmation militaire ; elle en assure le suivi financier.

Elle participe à l'exercice de la tutelle, pour les aspects budgétaires et financiers, des établissements publics du ministère des armées.

b) Attributions du bureau programmation budgétaire

Au sein du service synthèses et pilotage budgétaire (SPB) de la direction des affaires financières, le bureau programmation budgétaire (SPB2) est chargé de la conduite des travaux d'élaboration du projet de loi de finances (PLF) des missions défense et anciens combattants ainsi que du P191 de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (MIREs).

Par ailleurs il participe, en lien avec l'état-major des armées, au processus d'élaboration de la loi de programmation militaire (LPM) et de son actualisation. Le bureau conduit, en lien avec l'état-major des armées et la direction générale de l'armement (DGA), sur les premiers mois de l'année, l'exercice d'ajustement annuel de la programmation militaire (A2PM) sur 6 ans glissants. Celui-ci s'intègre ensuite dans le processus budgétaire interministériel piloté par la direction du budget avant l'été et jusqu'à l'adoption de la loi de finances à l'automne.

Le bureau prépare les conférences budgétaires (réunion technique préparatoire, budgétisation, répartition) et tous les documents relatifs au PLF. Il est l'interlocuteur privilégié des responsables de programmes (RPROG).

c) Attributions dans le poste à pourvoir

L'adjoint(e) assiste et supplée le chef du bureau pour l'ensemble de ses attributions. A ce titre, il/elle peut être amené à superviser les travaux de synthèse du bureau ; il/elle coordonne et vérifie les différents travaux relatifs à la programmation budgétaire ; il/elle supervise la production de tous les documents exportés par le bureau vers le Cabinet du ministre et l'interministériel.

En interne, il/elle entretient des relations denses avec les responsables de programmes et les autres bureaux et sous-directions de la DAF.

En externe, il/elle travaille étroitement avec ses homologues de la direction du budget. Il/Elle participe également à des réunions interministérielles traitant de sujets à impact sur le budget ministériel.

Enfin, il/elle est un interlocuteur privilégié des responsables de programmes, des directions et services du ministère et de la direction du budget pour la programmation budgétaire.

3 – PROFIL DU CANDIDAT

a) Formation souhaitable

Ce poste est offert à un administrateur de l'État (F/H).

b) Compétences requises

Savoirs et savoir-faire :

- Utilisation des logiciels bureautiques ;
- Connaissances en matière de finances publiques et de gestion budgétaire ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Encadrement et animation d'équipe.

Savoirs être :

- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Disponibilité ;
- Rigueur et méthode ;
- Conviction et aisance relationnelle ;
- Goût de la négociation ;
- Réactivité et disponibilité ;
- Appétence pour l'encadrement et l'animation d'une équipe ;
- Sens politique et aisance dans les relations de haut niveau.

4 – PERSPECTIVES OUVERTES PAR L'EMPLOI

La DAF offre des perspectives de postes à responsabilité de chef de bureau et plus largement les directions du secrétariat général pour l'administration.

5 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE POSTE

Christophe MAURIET

Inspecteur général de l'administration

Directeur des affaires financières

Tél : 09 88 68 00 35

Evelyne SATONNET

Administratrice de l'État hors classe

Cheffe du service synthèses et pilotage budgétaire

Tél : 09 88 68 00 34

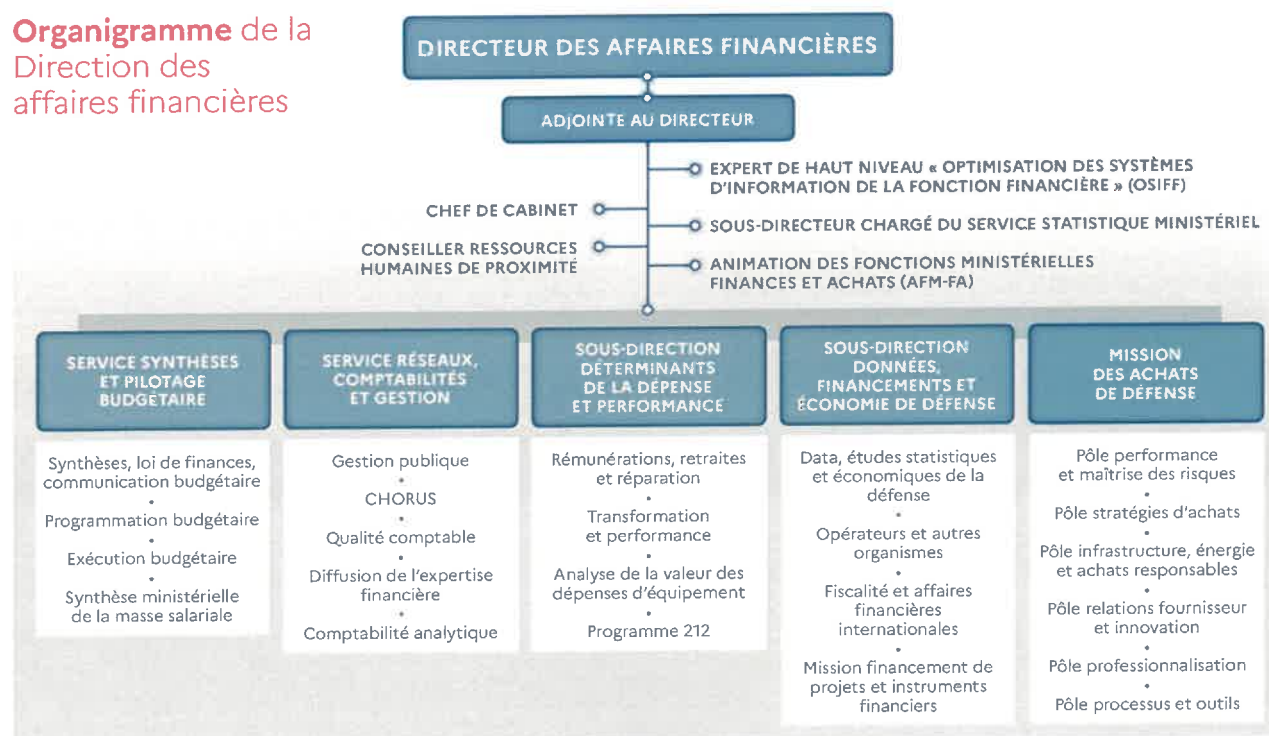
Victor DANJOU

Agent sous contrat

Chef du bureau programmation budgétaire

Tél : 09 88 68 15 07

Organigramme de la Direction des affaires financières



Avril 2022

Fiche de poste

MINISTÈRE DES ARMÉES Direction générale des relations internationales et de la stratégie Département à préciser

1 – POSTE OFFERT

- a) Département à préciser : Afrique ou Département OTAN-Relation transatlantique
- b) Adjoint au Chef de département (F/H)
- c) Localisation du poste : 60, boulevard du général Martial Valin - 75509 Paris Cedex 15

2 – DESCRIPTION DE L'EMPLOI PROPOSÉ

a) Attributions du département

Le secteur géographique sera précisé lors du recrutement. Il peut relever soit du département Afrique, soit du département OTAN-relation transatlantique.

Afrique :

Le continent africain occupe une place à part dans la politique de défense de la France. Premier théâtre d'engagement de nos armées, c'est une zone considérée comme prioritaire pour la sécurité nationale (activité des groupes armés terroristes, déstabilisation des États etc.).

La politique de défense française sur le continent africain doit relever de nombreux défis : réarticulation de l'opération Barkhane, recomposition politique en Afrique de l'Ouest, arrivée de compétiteurs stratégiques, exigence d'une relation renouvelée de la part des partenaires africains, européenisation de notre action.

Le département Afrique inscrit son action dans ce contexte. Rattachée directement au ministre des Armées, la Direction générale des Relations internationales et de la Stratégie pilote l'action internationale du ministère des Armées en y associant l'état-major des Armées, la Direction générale pour l'armement et le Secrétariat général pour l'administration.

A ce titre, le département Afrique est en charge de coordonner les positions du Ministère sur l'ensemble des dossiers concernant la politique de défense française en Afrique : réarticulation de l'opération Barkhane, mise à jour de notre stratégie en Afrique de l'Ouest, renégociation de notre Traité de coopération en matière de défense avec Djibouti etc. Le département participe à la définition des relations de défense de la France avec les États africains et la conduit, notamment au travers du réseau des attachés de défense, qu'il pilote au quotidien. Le département Afrique produit les dossiers du ministre des Armées dans ses interactions à l'international sur les sujets africains. Il contribue à la politique étrangère de la France en Afrique en se coordonnant étroitement avec le ministère des Affaires étrangères.

OTAN-Relation transatlantique :

Le département OTAN – Relation transatlantique traite des relations politico-militaires avec l'OTAN, les États-Unis, le Canada, l'Islande et des questions de défense en zone arctique.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, alliance politique de défense collective unique en son genre, est une organisation multilatérale qui a constamment évolué depuis sa création en 1949 pour s'adapter au contexte géopolitique et stratégique mondial. Réunissant bientôt 32 nations, des structures politiques et militaires sans égal, l'OTAN connaît depuis 2019 et encore plus récemment depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, une nouvelle phase de mutation profonde.

Symbolisée par l'adoption de son nouveau concept stratégique au Sommet de Madrid et par la demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède, cette nouvelle évolution aura pour effet de renforcer le rôle de l'OTAN dans la protection de la zone euro-atlantique et aura des répercussions jusque dans notre outil de défense. Par ailleurs, la place de la France au sein de l'Alliance est historiquement unique et va le rester : un des trois Alliés dotés de l'arme nucléaire, disposant d'une armée d'emploi dans de très nombreux domaines, notre rôle au sein de l'OTAN est lui aussi appelé à se renforcer dans ce mouvement de réforme.

Les États-Unis sont des partenaires de défense uniques et incontournables pour la France. La relation est particulièrement dynamique et cruciale pour bon nombre de nos opérations. La France y est reconnue comme un partenaire privilégié, y compris dans des secteurs de pointe et dans des régions très éloignées du territoire métropolitain. Cette relation bilatérale revêt par ailleurs une sensibilité politique sans égale.

Enfin, les questions liées à la zone arctique et Atlantique Nord, où le Canada et l'Islande occupent des positions clefs, revêtent un aspect stratégique qui est appelé à se renforcer avec le changement climatique.

b) Attributions dans le poste à pourvoir

Département Afrique

L'adjoint(e) chef du département est en charge des missions suivantes :

- Encadrement d'une équipe de neuf agents de catégorie A ou officiers supérieurs ;
- Élaboration des positions du ministère des Armées en matière de politique de défense sur le continent africain ;
- Suivi des sujets transverses liés au continent (Union africaine, organisations régionales africaines, enjeux stratégiques transverses) ;
- Préparation des interactions du ministre à l'international sur les dossiers africains ;
- Représentation de la DGRIS à des réunions interministérielles et internationales ;
- Échanges réguliers avec les homologues des autres États membres (déplacements, visioconférences) ;
- Échanges avec les think tanks, participation/organisation de séminaires, animation d'observatoire de recherche sur le continent africain ;
- Animation et pilotage du réseau des attachés de défense ;

Il/Elle travaille avec un réseau d'interlocuteurs très dense, tant en interne (état-major des armées, direction des affaires juridiques, direction du renseignement militaire) qu'en interministériel (ministère des affaires étrangères, SGDSN) et avec l'étranger.

Département OTAN-Relation transatlantique

L'adjoint(e) au chef de département OTAN et relation transatlantique est placé sous l'autorité du chef de département. Il/Elle l'appuie dans ses responsabilités d'encadrement et assure sa suppléance. Il/Elle est responsable, avec une équipe de huit chargés de mission OTAN, de :

- la coordination de positions nationales avec l'EMA, la DGA, le SGA et le MEAE notamment ;
- l'élaboration et la conduite de stratégies de négociation à l'OTAN, tant avec les institutions (Secrétariat général) qu'avec les principaux Alliés ;
- la préparation et la mise en œuvre d'une politique d'influence au sein de l'OTAN ;
- la préparation des sommets, des échéances ministérielles bilatérales et multilatérales.

Avec l'aide des quatre chargés de mission de l'équipe Amérique du Nord, l'adjoint(e) au chef de département suit également les questions relatives à la relation bilatérale de défense avec les États-Unis et le Canada, ainsi que les activités de prospective stratégique sur l'Arctique.

Dans le contexte d'adaptation de l'Alliance, le poste implique une capacité à se saisir de sujets parfois techniques, divers et faisant l'objet d'une attention politique marquée. Il requiert polyvalence, disponibilité, capacité d'analyse technique et aisance relationnelle.

c) Dossiers traités

Département Afrique

En 2021-2022 :

- Réarticulation de l'opération Barkhane, accompagnement diplomatique et politico-militaire ;
- Revue de notre stratégie au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Participation à la gestion des crises politique au Mali et en République centrafricaine ;
- Revue des dispositifs du ministère sur le continent africain ;
- Suivi de l'action des conséquences du conflit en Ukraine sur le continent africain.

Fin 2022 et 2023 :

- Mise en œuvre de notre nouvelle stratégie au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Mise en œuvre de la revue des dispositifs du ministère sur le continent africain ;
- Reconfiguration de notre présence militaire au Sahel ;
- Initiation des négociations sur le Traité de coopération en matière de défense avec Djibouti ;
- Suivi des crises africaines (RDC/Rwanda, RCA, Sahel).

Département OTAN-Relation transatlantique

En 2021-2022 :

- Préparation des réunions des Ministres de la défense de l'OTAN ;
- Préparation du Sommet de Madrid, y compris négociation du communiqué et du nouveau concept stratégique ;
- Préparation de divers papiers blancs et notes des autorités françaises à destination de l'OTAN et des Alliés ;
- Suivi de l'action de l'OTAN pour s'adapter au conflit en Ukraine ;
- Suivi du retrait d'Afghanistan ;
- Gestion de la relation de défense avec les États-Unis suite au changement d'administration puis à l'annonce du partenariat AUKUS ;
- Préparation des dialogues stratégique et autres rencontres de haut niveau (ministre ou DGRIS), coordination avec la politique européenne de défense.

Fin 2022 et 2023 :

- Mise en œuvre des décisions du Sommet de Madrid (renforcement de la posture de dissuasion et de défense alliée à l'Est, nouveau concept stratégique, augmentation des investissements dans l'Alliance) ;
- Début du nouveau cycle capacitaire allié ;
- Refonte des plans militaires de l'Alliance et des structures de forces associées ;
- Partenariat militaire avec les États-Unis dans le cadre de l'adaptation du dispositif au Sahel.

3 – PROFIL DU CANDIDAT

a) Formation souhaitable

Ce poste est offert à un administrateur de l'État (F/H).

b) Compétences requises

Le (la) candidat (e) devra :

- Être doté de solides capacités managériales, d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- Faire preuve d'une forte aptitude à travailler dans l'urgence et en équipe ;
- Avoir un sens relationnel prononcé ;
- Faire preuve d'un fort intérêt et d'un bon niveau de connaissance en matière de relations internationales. Une connaissance du continent africain est souhaitée / Faire preuve d'un fort intérêt et d'un bon niveau de connaissance sur l'UE ;
- Maîtriser l'anglais.

4 – PERSPECTIVES OUVERTES PAR L'EMPLOI

Des perspectives de postes à responsabilités de chef de bureau (F/H) sont possibles au sein du secrétariat général pour l'administration ou auprès des autres armées, directions ou services du ministère.

5 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE POSTE

Jean-Pierre LAGRANGE

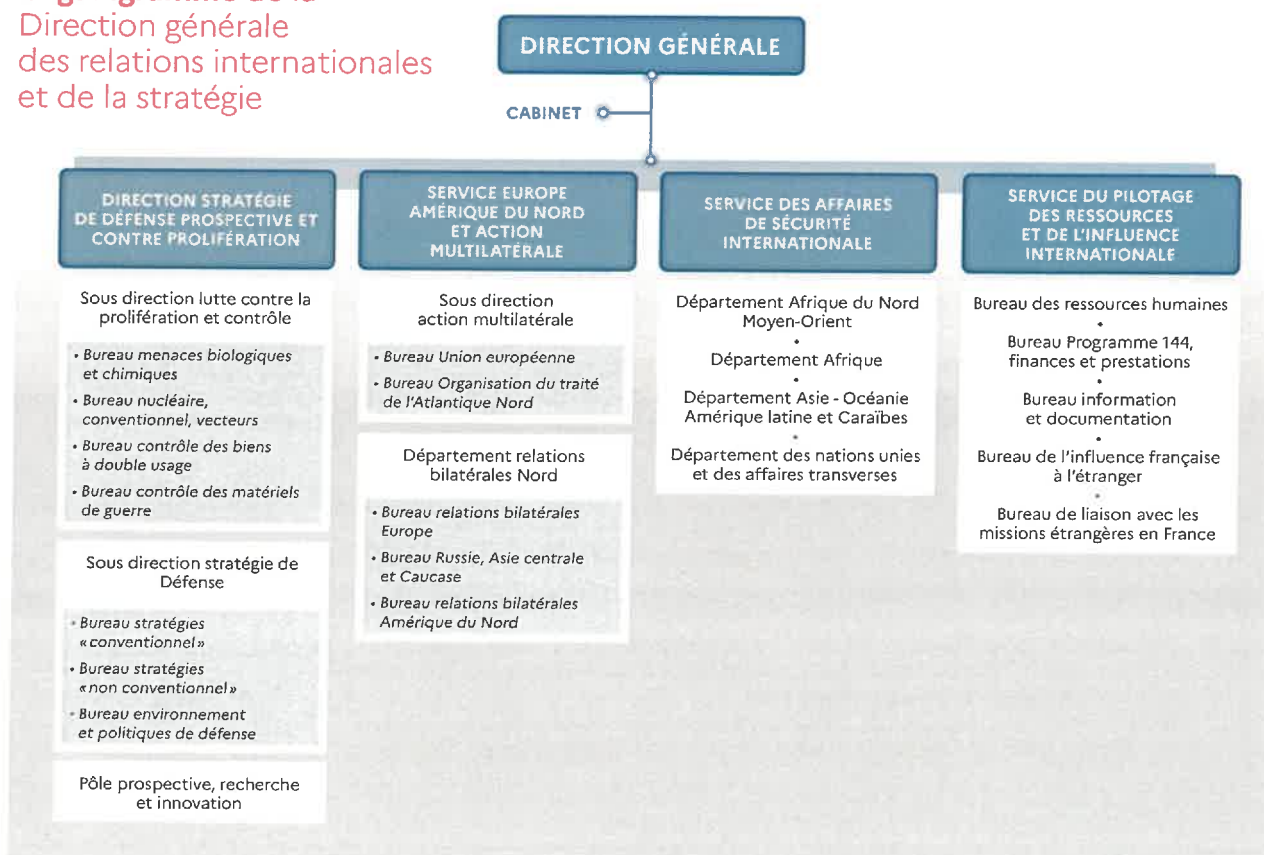
Administrateur général de l'État

Chef de service pilotage des ressources et influence internationale

Tél : 09.88.68.60.31

E-mail : jean-pierre.lagrange@intradef.gouv.fr

Organigramme de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie



Fiche de poste

MINISTÈRE DES ARMÉES Direction des ressources humaines Service des ressources et des systèmes d'information RH

1 – POSTE OFFERT

a) Bureau de la gouvernance des données RH

b) Chef du bureau (F/H)

c) Localisation du poste : 1 Rond-Point Victor Hugo, 92130 Issy-les-Moulineaux, Hauts-de-Seine

2 – DESCRIPTION DE L'EMPLOI PROPOSÉ

a) Attributions de la sous-direction des systèmes d'information des ressources humaines

Au sein du service des ressources et des systèmes d'information, la sous-direction des systèmes d'information des ressources humaines assure la gouvernance de la zone fonctionnelle RH et des données RH. Elle est garante de la mise en œuvre des politiques publiques RH dans les systèmes d'information (gestion administrative, paie, solde, pension). Elle conduit les projets de transformation et de modernisation des systèmes d'information de la zone fonctionnelle RH et en assure le maintien en conditions opérationnelles en lien avec les services ministériels et interministériels concernés.

b) Attributions dans le poste à pourvoir

Le bureau de la gouvernance des données de ressources humaines (BGDRH) est chargé d'élaborer et d'animer la gouvernance des données RH du ministère des armées. Il s'assure de la qualité des données, de leur diffusion au niveau ministériel et de la création de référentiels traduisant les évolutions réglementaires intervenant en ressources humaines. Il est également le représentant du ministère des armées dans la gouvernance interministérielle des données et représentant du directeur des ressources humaines du ministère des armées en qualité d'administrateur de la donnée.

Le (la) chef(fe) de bureau assure les fonctions de responsable des données (« chief data officer ») de ressources humaines du ministère des armées. À ce titre, il est chargé d'assurer la mise en œuvre de la politique de la donnée dans le respect des obligations légales, et de la porter dans les instances interministérielles. En qualité de manager, il organise et coordonne les fonctions administratives et les procédures du bureau. Il s'appuie sur un adjoint et une équipe pluridisciplinaire composées de personnels civils et militaires.

c) Activités attachées au poste

Les activités principales :

- Conduire le comité de gestion ministérielle de la donnée RH assurant la gouvernance des données RH en lien avec les états-majors, les directions et les services du ministère des armées
- Traduire la réglementation et les politiques publiques sous formes de données de référence (ex : référentiel de classification)
- Contrôler la qualité et la disponibilité des données, au regard de la politique ministérielle impulsée par le bureau
- Contrôler la diffusion de la donnée RH dans les systèmes d'information du ministère, au regard de la stratégie définie par le bureau
- Piloter les projets à très forts enjeux ministériels et interministériels (Nouvelle politique de rémunération des militaires, assistant virtuel interministériel « chatbot REBECCA », SIRH ministériel unique...)
- Promouvoir les métiers et la politique de la donnée au niveau ministériel

Les activités annexes :

- Intervenir dans les comités liés à la donnée RH (CCTSI-RH, GTCF, COMURBA, CODIR RH-SOLDE, CADD...)
- Représenter le ministère des armées lors des réunions interministérielles (CISIRH...)
- Organiser un dialogue de gestion avec les prescripteurs
- Veiller au besoin en compétences et en formation
- Communiquer sur les enjeux de la politique de la donnée

3 – PROFIL DU CANDIDAT

a) Formation souhaitable

Ce poste s'adresse à un administrateur de l'État de profil ressources humaines ayant une connaissance des cas d'usage métier de la RH (statuts, processus RH, solde, paie, pensions).

Une appétence pour le management des données et la modélisation de bases de données seraient un atout

b) Qualités requises

- Management
- Conduite d'un projet
- Conduite du changement
- Décision - Arbitrage
- Connaissance de l'organisation du ministère des armées
- Démarche processus
- Politique des ressources humaines
- Règles statutaires
- Règles, protocoles et procédure d'un domaine

4 – PERSPECTIVES OUVERTES PAR L'EMPLOI

Ce poste s'adresse à un administrateur de l'État intéressé par un métier en plein essor liés à la transformation numérique. Le pilotage des processus métiers permet d'évoluer vers différents domaines fonctionnels des ressources humaines ou des systèmes d'information RH.

5 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE POSTE

Des formations délivrées en interne sont prévues dans le domaine du management des données et dans la conduite de projet.

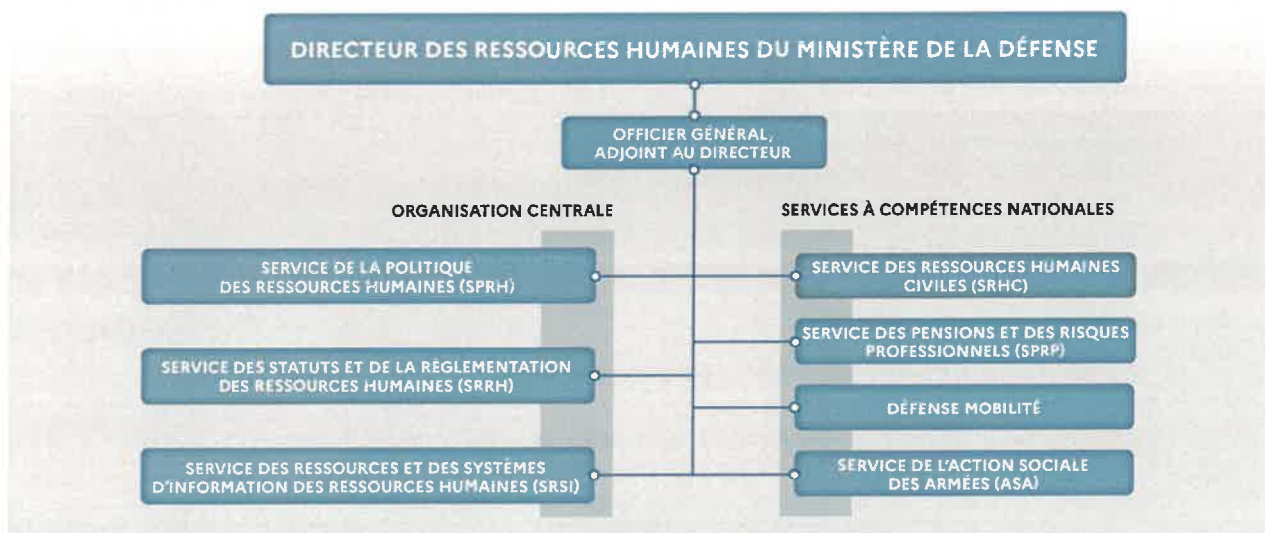
Luc BERSAT

Administrateur de l'État

Sous-directeur des systèmes d'information des ressources humaines

Tél : 01 41 90 38 38

Organigramme de la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense



Fiche de poste

MINISTÈRE DES ARMÉES Secrétariat général pour l'administration Service d'infrastructure de la Défense

1 – POSTE OFFERT

- a) Etablissement du service des infrastructures de la Défense (ESID) de Lyon
- b) Secrétaire général (F/H)
- c) Localisation du poste : Lyon, Rhône (69)

2 – DESCRIPTION DE L'EMPLOI PROPOSÉ

a) Missions de l'ESID

Le service d'infrastructure de la défense (SID) assure, au sein du ministère des armées, plusieurs fonctions essentielles pour les forces : il contribue à la mise en œuvre de la dissuasion en concevant et en réalisant les infrastructures qui soutiennent l'effort de dissuasion ; il entretient et adapte les bases opérationnelles permanentes des armées ; il fournit les infrastructures permettant l'entraînement des forces et leur montée en puissance ; il produit les dispositifs nécessaires à la protection de ressources sensibles, telles que les munitions ou certains matériels et structures permettant la projection sur des théâtres opérationnels. Il conçoit et réalise les infrastructures destinées au soutien vie et travail des troupes ainsi que du personnel militaire et civil du ministère.

Le SID assure également l'exploitation, l'entretien et la maintenance et les gestions technique, administrative et énergétique du parc immobilier du ministère des armées, lequel représente 37% du parc immobilier de l'État. Il a une compétence particulière en matière de maintenance des installations bâtimementaires, industrielles et portuaires. Il fournit les énergies nécessaires aux infrastructures du ministère des armées hors énergie fossile. Dans son action, il contribue aux politiques gouvernementales en matière de développement durable, de préservation de l'environnement et d'éco-responsabilité ; il a recours au tissu industriel et économique par la diversité des marchés qu'il passe.

La zone de responsabilité de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de Lyon s'étend sur les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur (à l'exception du port de Toulon), Occitanie, Corse pour un budget annuel d'environ 460 millions d'euros.

Pour appuyer son action au plus près des forces armées et des formations rattachées, l'ESID dispose d'un réseau de 11 unités de soutien d'infrastructure de la défense (USID) chargées de la maintenance des installations, ainsi que de 13 pôles ou bureau de conduite d'opérations et de maîtrise d'œuvre, chargés de la prescription technique et de la conduite des opérations d'investissement. La portion centrale de l'ESID constitue l'état-major de l'établissement chargé de piloter, comme centre de services partagés, l'ensemble des structures sur le plan technique, financier et des ressources humaines. Elle apporte également l'assistance au commandement nécessaire aux forces armées ainsi que l'expertise requise dans les domaines techniques, d'administration du domaine public ou de gestion énergétique et environnementale. En outre, L'ESID dispose depuis 2018 d'une sous-direction des opérations (SDO) Sud dédiée à l'assistance au commandement au profit de l'EMZD-S de Marseille compétente sur les régions PACA, Occitanie et la Corse.

b) Attributions liées au poste à pourvoir

Sous l'autorité du directeur de l'établissement et de son adjoint, le secrétaire général est responsable du pilotage des fonctions support de l'établissement.

Le secrétariat général totalise un effectif d'environ 70 agents. Il comprend :

- le bureau du pilotage de l'ESID,
- le bureau des ressources humaines
- le bureau soutien de l'établissement
- la section des systèmes d'information et de communication,
- le bureau de la protection du secret.

Le secrétariat général exerce par ailleurs une tutelle fonctionnelle sur le bureau de la prévention et la maîtrise des risques.

A ce titre, il pilote et coordonne :

- les travaux de production des tableaux de bord du directeur de l'ESID, les réponses aux sollicitations de la direction centrale en matière de reporting d'activités et garantie de la qualité des processus d'activité de l'ESID, l'organisation et la mise au point du conseil de gestion annuel ;
- l'organisation et le suivi de l'exploitation du contrôle interne de l'ESID ;
- les travaux de suivi des effectifs civils et militaires, du recrutement, en lien avec les centres ministériels de gestion, sur les postes à pourvoir au sein de l'ensemble de l'établissement ainsi que la gestion de proximité de l'ensemble du personnel, de la formation d'adaptation à l'emploi et de la formation continue des agents ;
- la construction et le suivi du budget de fonctionnement, de la gestion des matériels, du secrétariat commun ;
- Les travaux relatifs à la prévention et la maîtrise des risques ;
- l'information et la communication.

Le bureau du secret gère pour le compte du secrétariat général les habilitations et répond aux demandes de contributions de l'ESID aux opérations extérieures et aux missions intérieures.

Le ou la secrétaire général(e) assure les fonctions d'officier de sécurité, le chef du bureau protection étant suppléant.

Outre ces missions, le ou la secrétaire général(e) est le conseiller de la direction dans les domaines RH et soutien. Il/Elle est amené à contribuer à l'organisation des événements avec les partenaires extérieurs de l'ESID, tels que les organisations professionnelles, les entreprises, les organismes de formation dans le domaine du bâtiment et des travaux publics ou de la commande publique. Il/Elle peut représenter la direction dans les instances de concertation ou de base de défense.

Ses principaux interlocuteurs seront :

- La direction centrale du service d'infrastructure de la défense
- Les centres ministériels de gestion de Lyon et Toulon, les directions des ressources humaines des armées de terre et de l'air et de l'espace ainsi que le gestionnaire des IMI
- Les groupements de soutien des bases de défense et formations (armées, directions et services) soutenues.

c) Dossiers traités

En plus du pilotage du secrétariat général en matière de suivi d'activités, de RH et de pilotage du soutien général, l'année 2023 sera notamment marquée par le renforcement du processus qualité au sein de l'établissement.

3 – PROFIL DU CANDIDAT

a) Formation souhaitable

Ce poste est offert à un administrateur de l'État (F/H).

b) Compétences requises

Le (la) candidat (e) devra :

- Être doté de solides capacités managériales, d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- Disposer des compétences relatives aux domaines relevant du secrétariat général de l'ESID (pilotage, RH, soutien et administration générale, prévention et maîtrise des risques) ;
- Avoir un sens relationnel prononcé.

4 – PERSPECTIVES OUVERTES PAR L'EMPLOI

Des perspectives de postes à responsabilités de chef de bureau (F/H) sont possibles au sein du secrétariat général pour l'administration ou auprès des autres armées, directions ou services du ministère.

5 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE POSTE

Charles PREVOST

Ingénieur en chef de 1^{re} classe

Directeur adjoint de l'établissement du service d'infrastructure de la Défense (ESID) de Lyon

Tél : 04 37 27 23 01

E-mail : charles.prevost@intradef.gouv.fr

Organigramme du Service d'infrastructure de la Défense

